

opposé à une union avec les autres provinces. Même l'hon. monsieur qui m'a précédé s'est déclaré en faveur de cette union, qui, selon lui, serait on ne peut plus avantageuse au pays; ce qu'il n'aime pas, ce sont l'esprit et les détails de ce projet. Cependant, cet hon. député et d'autres qui rejettent ce projet tout en se déclarant pour le principe de l'union, n'ont jusqu'ici rien présenté qui pût le perfectionner. (Écoutez! écoutez!)

L'HON. M. HOLTON—Nous avons le droit d'amender ce projet.

L'HON. PROC.-GÉN. CARTIER—Vous auriez mieux fait de faire imprimer vos amendements.

M. MCGIVERIN—L'hon. député d'Ontario Nord (M. M. C. CAMERON) a dit que tout en étant pour l'union, il pensait qu'une union législative serait préférable à une union fédérale. Pour ceux qui veulent la faire, cette assertion est facile. De la population anglaise de ce pays, il est peu de personnes qui ne soient pas en faveur du principe d'une union législative; mais pouvons-nous l'obtenir? N'avons-nous pas, depuis bien des années, essayé d'obtenir la représentation d'après le nombre, afin de faire rendre justice à la section ouest de la province en la faisant partager dans la distribution des deniers publics en proportion de sa richesse et de sa contribution au revenu? Personne n'osera nier que la section ouest—soit parce qu'elle est plus avantageusement située, ou qu'elle a un plus beau climat et un sol plus fertile—consomme et produit plus que le Bas-Canada. Et c'est justement parce que le Haut-Canada, qui se trouve avoir cette supériorité d'avantages, est placé sur le même pied que le Bas dans la législature du pays et dans l'administration de ses affaires, qu'il a à se plaindre et que cette agitation a eu lieu. De là vient que le Haut-Canada s'est déclaré avec autant de force en faveur d'un changement. (Écoutez! écoutez!) L'hon. député d'Ontario Nord veut une union qui, bien que désirable sous beaucoup de rapports, est reconnue comme impossible par la plupart. (Écoutez!) La population française, qui réclame pour elle l'égalité de droits et de justice, y consentira-t-elle volontiers? Je ne le crois pas. Le parti libéral du Bas-Canada même nous refuse cette union législative. L'hon. député d'Hochelega, pour qui je professe le plus grand respect, et qui, je crois, est celui de tous les membres de cette chambre dont l'esprit est le plus libéral et le plus élevé,

même cet hon. monsieur, lorsqu'il nous était allié, lorsque nous lui avons demandé de se joindre à nous dans l'adoption d'une politique propre à faire disparaître ces malencontreuses difficultés, toujours il s'y est refusé, disant qu'il lui était impossible, ainsi qu'à ses amis, de s'accorder avec nous sur ce point. Ainsi, lorsqu'à la fin de la dernière session, l'autre parti politique du Bas-Canada vint dire au peuple du Haut-Canada :

“Tenez! nous cédon's voientiers à votre désir; seulement, au lieu de vous accorder la représentation d'après le nombre purement et simplement, nous pensons qu'une confédération de toutes les provinces de l'Amérique Britannique qui reconnaîtrait ce principe serait préférable; et si dans ce projet nous ne pouvons réussir, nous recourrons à une fédération des deux provinces du Canada.”—

Lorsque cela nous fut offert, aurions-nous été justifiables de le rejeter simplement parce que pour un temps il fallait faire abnégation de nos sentiments de parti, ou parce que pour un temps nous allions travailler de concert avec ceux qui étaient avant des adversaires politiques que nous avions peut-être jadis fortement dénoncés? Devions-nous, lorsqu'on nous a offert la réforme pour laquelle on lutte depuis tant d'années, la refuser simplement parce qu'elle ne nous était pas offerte par nos alliés politiques? (Écoutez! écoutez!) Pour ma part, quelque opinion que l'on puisse avoir de ma conduite, je me suis cru obligé, comme Haut-Canadien et par esprit de justice pour mon pays, de mettre de côté mes affections de parti et de faire ce qui servait le mieux les intérêts généraux. (Écoutez! écoutez!) Relativement à cette confédération, l'hon. député d'Ontario Nord,—et l'hon. député d'Hochelega qui a tenu le même langage—a dit qu'au point de vue de la politique, du commerce et des défenses, l'union des provinces, constituée selon le projet, serait une affaire manquée; il a dit qu'au lieu de nous préparer à faire des armements dans la prévision de difficultés avec nos voisins, nous devions plutôt rester tranquilles; ou, en d'autres termes, que nous devions attendre qu'ils nous eussent passé sur le corps et roulés dans la poussière! (Écoutez! écoutez!) Nos vétérans de 1812, M. l'ORATEUR, avaient de tout autres sentiments (écoutez! écoutez!); car, bien qu'ils fussent un petit nombre, que le pays ne fut colonisé que ça et là et que l'étendue de la frontière fut immense, ces braves qu'ils étaient ils ont fait ce qu'ils ont pu pour résister à l'ennemi, qu'ils